

La population jordanienne soutient le Hamas, incarnation de la « résistance palestinienne »

Depuis le 7 octobre, le Hamas est considéré par une grande majorité de la société jordanienne comme le héraut de la cause palestinienne. Les bombardements incessants sur la bande de Gaza soulèvent la colère d'une population fortement mobilisée.

[Gwenaëlle Lenoir](#)

22 novembre 2023 à 08h42

AmmanAmman (Jordanie).– Sous les drapeaux palestiniens, il y a des jeunes filles cheveux au vent, baskets aux pieds et piercings aux lèvres, d'autres en longue robe cachant les bras et les jambes, foulard blanc serré sur la chevelure, avec un bandeau vert sur le front, couvre-chef du Hamas. Il y a des hommes vieux et jeunes, glabres ou portant la barbe et le calot. Il y a un slogan repris par toutes et tous : « *Nous sommes tous Hamas.* »

Vendredi 17 novembre, après la grande prière hebdomadaire, la foule s'est rassemblée dans le centre-ville d'Amman, capitale jordanienne, pour une marche très encadrée par les différents services de sécurité, police, gendarmerie, forces spéciales, en uniforme ou en civil. Ce jour-là, les manifestant·es sont plusieurs milliers, plus que la semaine précédente, mais moins qu'au début de l'offensive israélienne contre la bande de Gaza, après l'attaque du Hamas du 7 octobre.

« *Ce n'est pas le nombre qui compte, mais la détermination,* affirme Dima Tahboub, députée et porte-parole du Front islamique d'action jordanien, émanation des Frères musulmans, entourée d'une grappe de femmes voilées de blanc. *Ces mobilisations hebdomadaires depuis octobre sont exceptionnelles par leur durée.* » Sa voix est recouverte par les haut-parleurs : « *Nétanyahou, Biden, terroristes* », « *Par notre âme, par notre sang, nous te délivrerons, Palestine* ».



Lors de la manifestation de soutien à Gaza le 17 novembre 2023 à Amman (Jordanie).
© Photo Gwenaelle Lenoir pour Mediapart

Appelée par le Forum de soutien à la résistance, plateforme créée il y a une quinzaine d'années mais peu active jusqu'au 7 octobre dernier, la manifestation regroupe l'ensemble du spectre politique, des Frères musulmans jordaniens au Parti des travailleurs (social-démocrate), en passant par les formations nationalistes arabes, le Parti communiste, le Parti Baath à l'idéologie panarabiste, et des mouvements proches de groupes palestiniens comme le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine).

Les pancartes, d'un bout à l'autre du cortège, portent les mêmes messages : « *L'Amérique est le terroriste en chef* », « *Sauvez la Palestine* », « *Gaza : cimetière des envahisseurs* ». Sur une immense banderole blanc et bleu est dessinée, à la place de l'étoile de David, un swastika. La comparaison « Israéliens = nazis » est aussi courante dans les pays arabes que celle qui relie le Hamas au Troisième Reich côté israélien. Des photos d'enfants ensanglantés sont brandies.

Sarra, une Jordano-Espagnole, cheveux courts et lunettes de soleil, est venue avec son père : « *Oui, aujourd'hui, je me sens proche du Hamas, car nous soutenons tous ceux qui se défendent. Pendant combien d'années avons-nous essayé de faire la paix avec Israël ? Ils ont saboté tous les efforts pour arriver à la solution des deux États.* »

Interroger la proximité entre des mouvements de gauche et les Frères musulmans vaut une volée de bois vert : « *Cette question est déplacée. Pourquoi les pays occidentaux seuls auraient-ils le droit au pluralisme politique ?*, s'agace Hana, étudiante en sciences politiques, qui a suivi deux ans de cursus en Allemagne. *Pourquoi n'aurions-nous pas, nous, le droit de résister ? Aujourd'hui, nous soutenons tous le Hamas, parce que ce qui compte, c'est la résistance.* »

Le Hamas, que « personne ne condamnera ici »

L'attaque du 7 octobre menée par le Hamas contre des bases militaires et des villages israéliens, qui a fait 1 200 morts selon le décompte israélien, est unanimement saluée, d'un bout à l'autre de l'opinion publique. La Jordanie a des liens très particuliers avec la Palestine. Après 1948 et la création de l'État d'Israël, le royaume hachémite annexe Jérusalem-Est et la Cisjordanie, qui resteront jordaniennes jusqu'à leur conquête par l'État hébreu pendant la guerre de 1967.

La Jordanie accueille également, au cours de ces deux conflits, 1948 et 1967, une forte population de réfugiés palestiniens, qui, dans leur grande majorité, acquièrent la nationalité jordanienne. On estime que 60 % des 11,5 millions d'habitants actuels du pays sont d'origine palestinienne.

La question palestinienne a toujours mobilisé la population. Aujourd'hui, plus que jamais. Jordaniens et Jordaniennes de toutes origines se retrouvent dans les marches du vendredi et les rassemblements quotidiens dans le quartier de Rabiye, où est située l'ambassade israélienne, désormais vide.

« Personne ne condamnera le Hamas ici, car en tant que mouvement de résistance, il se devait d'agir. Le siège et le blocus de Gaza depuis quinze ans, la politique d'Israël en Cisjordanie... La situation était intenable », affirme d'un ton calme l'avocate Hala Abed, défenseuse des droits humains et militante féministe.

« Nous ne regardons pas le programme politique du Hamas, pas pour l'instant. Ce qui compte, c'est qu'il porte la résistance palestinienne, et seulement ça », renchérit Raya, jeune informaticienne aux cheveux très courts, en jeans et sweat-shirt, guère susceptible d'affinités avec les Frères musulmans.

À lire aussi

[« Les opinions publiques arabes soutiennent tout mouvement qui défend la cause palestinienne »](#)

14 octobre 2023

Jamal Chalabi, professeur de sciences politiques, explique cet apparent paradoxe qui conduit toutes les classes sociales jordaniennes, de l'ancien ministre au serveur de restaurant, à soutenir le Hamas : *« Il est vu comme un parti qui défend non seulement les intérêts palestiniens, mais aussi les intérêts arabes, car la question palestinienne est toujours restée centrale dans les opinions arabes. Le Hamas a pris la place qu'avait le Fatah [mouvement fondé par Yasser Arafat – ndlr] dans les années 1970. C'est lui, désormais, qui incarne l'idée de résistance. »*

Jusqu'à ces dernières semaines, tout autre drapeau que le jordanien, semblable au palestinien, avec une étoile blanche au centre du triangle rouge, était banni de l'espace public. Les couleurs palestiniennes sont désormais autorisées et ornent nombre de tableaux de bord, côte à côte avec un keffieh noir et blanc. Symbole de la Palestine, il côtoie la plupart du temps le rouge et blanc, oriflamme de l'identité jordanienne bédouine. Devant les magasins, sur des pignons d'immeubles, sponsorisés par des marques plus ou moins prestigieuses, ici un

magasin de cosmétiques, là un opérateur de téléphonie mobile, les deux accolés symbolisent la solidarité et la communauté de destin.

La vision d'un conflit israélo-arabe

Au-delà, les attaques du Hamas du 7 octobre sont vues comme un tournant dans le conflit israélo-palestinien, ressenti ici comme un conflit israélo-arabe. L'impasse est faite sur les atrocités commises par les assaillants et le Hamas est tout excusé. Sa version, diffusée sur Al Jazeera et sur les réseaux sociaux, est largement adoptée : les tueries sont le fait d'éléments « incontrôlés » appartenant au Jihad islamique et à des « civils » de Gaza ivres de haine et de puissance.



Lors de la manifestation de soutien à Gaza le 17 novembre 2023 à Amman (Jordanie).
© Photo Gwenaelle Lenoir pour Mediapart

Ce que l'opinion retient, c'est que la toute-puissance d'Israël, de cette armée qu'on disait et croyait invincible, a volé en éclats. L'aile militaire du mouvement islamiste a réussi à tromper les moyens technologiques de l'État hébreu, à briser le siège et à reprendre pied, pour quelques heures, sur la « terre de Palestine » : voilà le discours général.

« C'est un tournant majeur, qui marque un nouveau stade de la résistance palestinienne, à la fois par l'ampleur de l'opération, par la maîtrise technique et stratégique dont le Hamas a fait preuve et à cause de la tempête dans la société israélienne, qui a pris conscience que son armée ne la protégeait pas. En conséquence, l'ordre des politiques régionales en est bouleversé : la logique de négociations et de compromissions qui prévalait dans les États arabes est balayée, au profit de celle de la résistance », affirme Ahmad Obeidat. Ce vieux monsieur de 85 ans, assis droit dans son fauteuil, imperturbable et courtois, a été ministre à de

multiples reprises, chef de gouvernement et, pendant des années, chef des services de renseignement jordaniens.

On ne demande pas que notre gouvernement déclare la guerre à Israël. Mais il faut faire plus que le rappel de l'ambassadeur.

Mahmoud, étudiant

La fin de la normalisation avec Israël est une des revendications principales de l'opinion publique jordannienne. Amman a été la deuxième capitale, après Le Caire, à signer un traité de paix avec l'État hébreu, en 1994. Cette paix n'a jamais été très chaleureuse et a toujours été rejetée par une partie importante de la population.

Celle-ci exige aujourd'hui le gel, voire la rupture de tous les accords liant les deux pays. Le rappel de l'ambassadeur de Jordanie en Israël est considéré comme insuffisant. Avoir fait savoir au représentant de l'État hébreu à Amman, absent le 7 octobre, que son retour n'était ni souhaitable ni souhaité reste, aux yeux de beaucoup, une mesure bien légère. *« La Jordanie devrait, sinon annuler l'accord de paix, au moins le geler, et se retirer de celui sur le gaz signé en 2016, assène l'avocate Hala Abed. Le pays devrait aussi fermer son espace aérien aux avions israéliens et américains. »*

En question aussi, l'accord de défense signé en février 2021 entre Amman et Washington. Celui-ci a renforcé la coopération entre les deux pays, notamment en accordant aux militaires, avions et navires américains une grande liberté de mouvement dans les espaces aérien, maritime et terrestre jordaniens. Le ministre des affaires étrangères, Ayman Safadi, avait alors indiqué que les États-Unis versaient 425 millions de dollars d'aide annuelle dans le domaine militaire.

À l'heure du soutien inconditionnel de Washington à Tel-Aviv, cette alliance étroite fait grincer nombre de dents. *« On ne demande pas que notre gouvernement déclare la guerre à Israël, reconnaît Mahmoud, étudiant de 23 ans, au soleil sur un banc du campus de l'université de Jordanie. Mais il faut faire plus que le rappel de l'ambassadeur. Il faut revenir sur l'accord avec les Américains, puisque certains de leurs officiers aident aujourd'hui l'état-major israélien. » « Et le régime doit nous autoriser à manifester à la frontière avec Israël, acquiesce son ami Ali, longue silhouette et dégaine de rêveur. Nous voulons pouvoir exprimer notre soutien aux Palestiniens sans risquer d'être arrêtés ou harcelés par les services de renseignement et la police. »*

Répression et boycott

Mi-novembre, plusieurs jeunes ont été arrêtés : ils voulaient organiser un rassemblement à Karameh. Outre sa proximité avec la frontière, le site est hautement symbolique, car c'est là qu'en 1968, le jeune Fatah de Yasser Arafat gagna ses lettres de résistance en faisant face, avec l'appui de l'armée jordannienne, à une offensive israélienne.

Les autorités jordanniennes ont déclaré toute la zone frontalière interdite. Elles essaient de canaliser au maximum les expressions de solidarité et de colère. Le rassemblement quotidien dans le quartier de Rabiye n'a jamais réussi à s'approcher de l'ambassade israélienne : les rues sont bloquées largement en amont par des véhicules grillagés des forces de l'ordre. Quant

à la manifestation elle-même, elle est encerclée par des hommes en uniforme et en civil, ces deux catégories étant parfois en nombre supérieur à celui des protestataires.

« Il y a moins de monde, maintenant, reconnaît la jeune Raya, car nous sommes sous pression. Plusieurs de mes amis ont été convoqués par les services de renseignement et contraints de s'engager par écrit à ne plus participer aux actions, sauf à payer une amende de 70 000 dinars [90200 euros – ndlr] ! Évidemment, ça décourage. »

Il reste une arme imparable : le boycott. Un groupe antinormalisation, branche du mouvement international BDS (boycott, désinvestissement, sanctions), La Jordanie boycottée, vivait depuis sa création en 2014. Il a repris ses campagnes. *« Bien sûr, nous essayons de mobiliser le public, mais les gens, ici, ont enclenché le boycott individuellement et spontanément », assure Hala Abed, qui fait partie de la plateforme.*

Il est frappant de voir les fast-foods de marque américaine les plus populaires absolument vides, alors qu'en temps habituel ils connaissent un grand succès. Notable, aussi, le boycott des magasins Carrefour, dont la franchise israélienne a fourni des rations aux soldats israéliens. *« Les gens achètent des produits locaux plutôt qu'occidentaux, assure l'écrivain Adnan al-Rousan, figure de l'opposition au régime et critique du roi. C'est inédit qu'un boycott s'inscrive ainsi dans la durée. »*

Manifester, boycotter, dans les limites étroites autorisées par un régime en porte-à-faux, ne satisfait pas la majorité de la population, ni ne calme sa colère devant les images du carnage de Gaza et l'impuissance, volontaire ou non, des pays arabes. *« Que le régime ouvre la frontière et nous irons nous battre aux côtés de nos frères ! »* : l'injonction court les rues pentues de la capitale jordanienne, les campus et les cafés fréquentés par la jeunesse.

[Gwenaelle Lenoir](#)